

LA DOUBLE THÉORIE DE LA CLASSE POLITIQUE DE GAETANO MOSCA

Alfio Mastropaolo

De Boeck Université | *Revue internationale de politique comparée*

2004/4 - Vol. 11
pages 611 à 630

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2004-4-page-611.htm>

Pour citer cet article :

Mastropaolo Alfio, « La double théorie de la classe politique de GAETANO MOSCA »,
Revue internationale de politique comparée, 2004/4 Vol. 11, p. 611-630. DOI : 10.3917/ripc.114.0611

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Université.

© De Boeck Université. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA DOUBLE THÉORIE DE LA CLASSE POLITIQUE DE GAETANO MOSCA

Alfio MASTROPAOLO

L'auteur souligne la présence dans l'œuvre de Mosca d'une double théorie de la classe politique. Il montre que si la première constitue le modèle principal élaboré par Mosca dans ses différents ouvrages, une deuxième théorie apparaît dans son ouvrage "Théorie des gouvernements et du gouvernement parlementaire". Cette dernière approche s'avère probablement la plus intéressante et, après avoir retracé ses grandes lignes, il s'interroge sur son intérêt pour une étude de la classe politique d'aujourd'hui.

Une première théorie

Une lecture attentive des écrits de Gaetano Mosca révèle l'élaboration non seulement d'une, mais de deux théories différentes de la classe politique. Plus précisément, deux différents modèles explicatifs de sa constitution, de sa physionomie, de sa composition et de ses comportements. Le premier, qui est le modèle principal, très simple et clair, est énoncé dès les premières pages de *la Théorie des gouvernements et du gouvernement parlementaire*, et est repris sans aucune variation substantielle dans *Éléments de science politique* et dans tous ses ouvrages successifs¹. Il existe, toutefois, un deuxième modèle, que l'on peut non sans peine déchiffrer dans la *Théorie des gouvernements*, où, sans être jamais vraiment défini, il soutient l'analyse – critique, on le sait – du régime représentatif en Italie, ainsi que du régime représentatif en tant que tel. Curieusement, ce second modèle s'avère être le plus intéressant et le plus actuel, même du point de vue de l'analyse politique comparée.

1. J'ai utilisé pour les citations des principaux ouvrages de Gaetano Mosca les éditions suivantes : MOSCA G., *Sulla teorica dei governi e sul governo parlamentare. Studii storici e sociali*, Loescher, Palermo, 1884 (TG), MOSCA G., *e Elementi di scienza politica*, 2^e édition, Bocca, Torino, 1923 (ESP).

Il est effectivement difficile de considérer comme “actuel” le premier modèle, en admettant qu’il puisse l’avoir été. La théorie de Mosca est très ambitieuse. Elle a la prétention d’embrasser la totalité des systèmes politiques présents, passés et futurs et en même temps de dépasser la classification des gouvernements qui remonte à Aristote et que nous voyons aujourd’hui universellement acceptée. Pour réaliser cet objectif, Mosca va appliquer, avec une naïveté positiviste typique, une méthodologie rigoureusement “scientifique” aux faits sociaux et politiques². De plus, l’ambition de la première théorie de Mosca est d’éliminer du discours scientifique et du sens commun “les expressions peuple, citoyenneté nous suggérant toujours l’idée de majorité”³ et par conséquent, elle s’engage à démasquer la moindre mystification démocratique et égalitaire dont l’incarnation la plus récente, la plus extrême et la plus dégradante aux yeux de Mosca s’avère être le socialisme : une incarnation, cette dernière, confortée par la doctrine marxienne dont l’écrivain sicilien s’inspirera, mais avec laquelle il aurait voulu entrer en compétition, en opposant à la dichotomie fondée sur les rapports de production, une dichotomie différente et plus adéquate, fondée sur la répartition du pouvoir politique⁴.

Quel est le fondement du raisonnement de Mosca ? L’idée de départ est la suivante : la société est par sa propre nature désagrégée. Inévitablement et dans toutes les sociétés, une oligarchie restreinte tire profit de cette désagrégation. Il s’agit d’une classe spéciale de personnes⁵, une classe coordonnée, qui se constitue sur la base de quelques qualités particulières, agissant toujours de toutes ses forces contre les individus isolés et désagrégés, individus dont les forces matérielles sont absorbées et employées par cette oligarchie pour rendre son action puissante et irrésistible⁶.

Une minorité d’individus, monopolisant certaines ressources cruciales – variant dans les différentes sociétés – et capable de s’organiser, impose donc fatalement sa domination aux nombreux autres, désorganisés, qui, du fait de leur condition de dominés, se retrouvent à leur tour organisés. Cela signifie que la division entre une minorité de gouvernants et une majorité de gouvernés constitue le principe organisateur fondamental de toute société humaine : un principe œuvrant dans des termes très différents par rapport au dualisme marxien. Alors que ce dernier était un dualisme conflictuel, celui de Mosca était en général un dualisme coopératif. Le changement politique n’est pas, lui non plus, à même d’amorcer des conflits entre minorité et majorité, étant

2. *TG*, p. 18. Mais en *ESP*, p. 54, Mosca tente de se mettre en concurrence aussi avec Montesquieu.

3. *TG*, p. 20.

4. Sur le rapport entre Mosca et Marx voir : DELLE PIANE M., *Classe politica e liberalismo*, Edizioni scientifiche italiane, Napoli, 1952, pp. 208 ss.

5. *TG*, p. 206.

6. *TG*, p. 28.

donné qu'il découle plutôt des conflits entre une majorité dominante et des éventuelles minorités alternatives se constituant et s'organisant au sein de la majorité, en cherchant d'en acquérir le consensus.

Au-delà d'une étourdissante approximation terminologique (Mosca alterne de façon désinvolte l'expression classe "politique" avec classe "dirigeante", "gouvernante", "dominatrice", "supérieure", entre autres), et au-delà de l'imprécision conceptuelle qui l'amène souvent à confondre classe dirigeante et classe politique, c'est-à-dire deux entités devenues faciles à distinguer dans la société moderne (confusion partiellement justifiable par le contexte dans lequel Mosca écrivait⁷), notre auteur ne se borne toutefois jamais à une formulation aussi générique de son modèle de classe politique. Tant dans la version moins affinée, formulée dans le chapitre d'ouverture de la *Théorie*, que dans les pages des *Éléments de science politique* (ouvrage dans lequel il s'efforcera d'articuler son modèle de classe politique en énonçant quelques variables⁸, mais n'arrivant pas à lui donner une organisation systématique), Mosca aborde beaucoup d'autres sujets, en compensant souvent la simplicité schématique de son raisonnement par la finesse des ses observations désenchantées.

Il analyse ainsi les ressources fondamentales en vertu desquelles les rangs de la politique se constituent : ressources définies aussi comme "valeurs sociales" (valeur militaire, richesse, naissance, foi religieuse, mérite, savoir). En même temps, les capacités personnelles demandées aux politiciens sont redéfinies, ainsi que leurs motivations (ambition, passion pour le pouvoir et pour les avantages que ce pouvoir implique). Et Mosca étudie aussi les différentes modalités d'organisation de la classe politique, la façon dont elle se structure et dont elle coordonne ses rapports intérieurs, et il se penche encore sur le thème de l'organisation du pouvoir au sens propre, c'est-à-dire les rapports existants entre gouvernants et gouvernés.

De plus, parmi les concepts élaborés par Mosca le plus suggestif est certainement celui de "formule politique", lié par d'étroits liens de parenté avec le concept marxien d'idéologie et celui de "hégémonie" de Gramsci. Ce concept fait référence à l'ensemble des principes dont toute classe politique se sert pour masquer son pouvoir et pour minimiser l'emploi d'une ressource très chère telle que la force. Ces principes constituent non seulement un moyen pour garantir la stabilité et la continuité au fil du temps de la classe politique, mais surtout "le ciment moral"⁹ indispensable pour souder la société.

7. Voir BOBBIO N., *Saggi sulla scienza politica in Italia*, Laterza, Bari, 1969, p. 218.

8. Voir PIZZORNO A., "Sistema sociale e classe politica", in FIRPO L., (sous la direction de), *Storia delle idee politiche, economiche e sociali*, vol. VI, Utet, Torino, 1972, pp. 43 ss.

9. Voir MOSCA G., *Storia delle dottrine politiche*, Laterza, Bari, 1966, p. 296 (le seul ouvrage de Mosca qui soit traduit en français : *Histoire des doctrines politiques depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, préface et traduction de Gaston Bouthoul, Paris, Payot, 1936).

Enfin, Mosca articule son ébauche dichotomique de la structure sociale en interposant entre majorité gouvernée et minorité gouvernante une classe moyenne qui joue le rôle décisif d'ossature pour la première et de renfort – voire même parfois de “deuxième couche” – pour la seconde.

Une seconde théorie

Mais il convient ici de s'arrêter pour se concentrer plutôt sur les pages de la *Théorie des gouvernements* dans lesquelles Mosca énumère les multiples vices du régime parlementaire et formule un sévère diagnostic sur la crise que celui-ci traverse au cours des dernières décennies du XIX^e siècle, et plus particulièrement en Italie. Dans ces pages, Mosca part des limites qu'il attribue au régime parlementaire – que nous pouvons regrouper en limites “intrinsèques” et “extrinsèques” – pour esquisser une seconde théorie de la classe politique, où il confère à ce concept un contenu différent et moins vague en distinguant tout d'abord la classe politique de l'ensemble des classes dirigeantes ou de tout autre sujet détenteur de pouvoir au sein de la société.

Les limites intrinsèques, de loin les plus graves, sont celles inhérentes au régime parlementaire et donc en tant que telles, infranchissables. Bien que reconnaissant que les régimes représentatifs “ainsi faits aient été instaurés à la suite d'un réel et profond changement social”¹⁰, dans son premier ouvrage, Mosca ne les épargnait pas pour autant. La gravité des vices intrinsèques des régimes représentatifs l'amenait à conclure que ceux-ci constituent une forme de gouvernement pernicieuse et que les élections sont une procédure inadéquate au recrutement du personnel politique. C'est pourquoi il condamnait sans appel cette forme de gouvernement.

Les propos de Mosca rappellent par certains aspects ceux de Tocqueville. Ils évoquent le thème du “despotisme de la majorité” dont les humeurs changeantes conditionnent et contraignent à leur tour les élus à s'adapter à celles-ci en vue d'une éventuelle réélection. Or, pour Mosca auteur de la *Théorie*, il n'existe ni remède, ni palliatif car ni l'existence d'institutions dérogeant aux principes électifs, ni les associations et les partis, ni encore l'élargissement du suffrage, ne constituent une solution viable. Par conséquent la *Théorie* ne pouvait se conclure que par un constat profondément pessimiste.

Nous ne croyons en aucune façon probable qu'un régime parlementaire pur comme celui en place aujourd'hui en Italie, en France ou dans d'autres

10. *TG*, p. 166.

pays, puisse et doive perdurer, en devenant ainsi une forme de gouvernement stable et normal¹¹.

Même si cette dernière opinion sur la forme de gouvernement parlementaire domine chez Mosca, il n'omet pas pour autant d'en analyser les limites extrinsèques liées aux différentes applications historiques et au contexte dans lequel cette forme de gouvernement s'insère ou à la conjecture qu'elle traverse. En relativisant son premier modèle de classe politique, Mosca parvient à en élaborer un second, qui est applicable uniquement aux régimes parlementaires. Ce n'est pas un hasard, ou un caprice de l'histoire, si, malgré ses inconvénients intrinsèques, le régime parlementaire puisse fonctionner en Grande Bretagne, ou que ses inconvénients intrinsèques puissent y être limités. Pour Mosca, l'une des explications du succès de ce modèle est à rechercher dans le fait qu'outre-manche la mise en place du régime parlementaire n'a pas fait suite à l'élimination d'une aristocratie... La classe gouvernante n'a jamais eu à subir de violents bouleversements et si des modifications ont eu lieu, elles ont été lentes et progressives. Par conséquent, le gouvernement s'avère être plus stable et moins fragile que ceux en place actuellement dans les pays de type parlementaire du continent. C'est pourquoi la Chambre des Communes anglaise, même si elle a intégré des éléments nouveaux à travers des réformes électorales, se compose généralement de membres de la vieille classe politique formée depuis longtemps et qui fonde son pouvoir sur le patrimoine, la propriété foncière, mais aussi sur la culture¹².

La classe dirigeante britannique peut donc se vanter de racines profondes et anciennes ; elle est fortement enracinée dans la société et par conséquent mieux reconnue et plus stable que la classe dirigeante italienne. La classe politique, formée par la classe dirigeante anglaise, mais aussi ses membres qui proviennent d'autres secteurs de la société, présentent des traits bien différents de ceux que l'on trouve dans un pays comme l'Italie, où la formation de la classe politique dépend entièrement de la "préférence des grands électeurs", obtenue en général au prix fort "de lâches complaisances et de promesses indécentes"¹³.

Le régime parlementaire a un point faible, voire très faible : il s'ouvre vers le bas ou vers l'extérieur – une ouverture que Mosca considérera jusqu'à la fin comme excessive et pathologique – à travers l'adoption du principe électif, qui parmi tous les mécanismes de sélection de la classe politique lui apparaît sans doute le pire. Il considère que le choix des candidats de la part des électeurs "ne dépend guère de leur aptitude à gouverner ou de leur

11. *TG*, p. 351.

12. *TG*, p. 314.

13. *TG*, p. 314.

honnêteté, mais de leur capacité à répondre au mieux aux intérêts locaux, de classe et individuels”¹⁴. Néanmoins, dans l’analyse de situations historiques bien précises, Mosca ne se limite pas aux vices intrinsèques et invite à prendre en compte le contexte social, c’est-à-dire la majorité désorganisée, qui s’avère être encore plus problématique que le régime politique dont elle constitue le fondement et dont elle exaspère les faiblesses intrinsèques.

La vertu d’un régime politique tient à sa capacité à assimiler “les valeurs sociales”. Mais cette vertu, dans certaines circonstances, fait défaut au “gouvernement parlementaire pur”, même s’il est exposé, par sa propre nature, aux conditionnements de son milieu social. Paradoxalement, la classe politique italienne s’éloigne de la société jusqu’à s’y opposer, tout en accueillant en elle des éléments issus directement ou indirectement d’une élection populaire¹⁵. Il ne suffit pas de rechercher les raisons de ce paradoxe dans les mécanismes institutionnels. Comme le cas britannique le suggère, il est également nécessaire de prendre en compte la société considérée par Mosca comme la vraie source des graves déviations du régime représentatif italien et donc des comportements déplorable de la classe politique.

D’où viennent-ils nos députés ? Tout d’abord, Mosca se dit convaincu de l’idée que la base légale ou rationnelle de tout système politique, en admettant la représentation des grandes masses populaires sur la base des élections, est un mensonge. La victoire de telles élections revient donc aux individus qui savent le mieux s’imposer, dans un contexte bien précis et souvent artificiel, créé par la base électorale¹⁶.

Par conséquent, Mosca évite, d’une part, d’offrir exclusivement l’image d’une classe politique “autoréférentielle”, qui se propose et se constitue toute seule. D’autre part, dans les mêmes pages, il renvoie au rapport de dépendance réciproque – et de complicité – qui dans certaines circonstances s’instaure entre la classe politique et son propre milieu, c’est-à-dire la majorité qui, à un œil attentif, s’avère être moins désorganisée et passive de ce que Mosca, le théoricien généraliste, affirmait. Des potentats privés s’organisent et agissent de façon active dans la majorité : ils participent à la sélection de la minorité organisée en en déterminant fortement la composition et les comportements. Mais quels sont les potentats en question, c’est-à-dire “les éléments qui contrôlent les élections et qui créent les députés”¹⁷ ?

Pour répondre à cette question, Mosca élargit les limites de sa définition de ces potentats, en y ajoutant deux acteurs publics : il inclut les préfets, lesquels sont une simple émanation de la classe politique, et l’exécutif, qui

14. *TG*, p. 306.

15. *TG*, p. 174.

16. *TG*, pp. 286-287.

17. *TG*, p. 298.

recrute et soutient les candidats grâce aux préfets. Mais il insiste tout particulièrement sur “les grands électeurs”, c’est-à-dire sur une classe dirigeante plus large, détenant le pouvoir économique et dont les humeurs conditionnent le pouvoir politique. Cette classe compte parmi ses membres “tous ceux qui, pour leur position sociale, gèrent un grand nombre d’employés auxquels ils peuvent imposer pour qui voter¹⁸, c’est à dire les notables. À ces derniers il faut en suite ajouter “les sociétés politiques et ouvrières”, c’est-à-dire les partis politiques, dont l’organisation est destinée à vite s’élargir et à se renforcer et dont Mosca d’ailleurs ne saisit pas vraiment l’importance croissante, c’est à dire le rôle que ces mêmes partis joueront bientôt dans la tentative d’équilibrer l’influence des préfets et des grands électeurs.

Pour s’affranchir de tout cela, la classe politique, dans les limites du possible, est donc poussée à se figer sur une position de défense. Tout personnel électif est enclin, par sa propre nature, à conserver son propre pouvoir. Il existe une loi valable universelle par laquelle “les électeurs n’élisent pas le Député, mais, bien au contraire, le Député se fait élire par les électeurs”¹⁹. Néanmoins, il y a des circonstances dans lesquelles l’instinct de survie de la classe politique se renforce. Cette dernière, pour se défendre d’un milieu précaire et dangereux, se replie sur elle-même, se referme aux valeurs sociales, se retranche dans les institutions, en se réduisant à une corporation, à une caste séparée, qui utilise les armes de la corruption et du clientélisme pour renforcer les bases fragiles de son consensus électoral.

L’affranchissement et l’autonomie de la sphère politique constituent les traits essentiels de la modernité. La politique a ses propres règles, ses logiques, ses codes, ses ressources spécifiques et, pour toutes ces raisons, elle demande des compétences spécifiques et des parcours de socialisation et de formation à tous ceux qui s’y dédient. Mosca fait remarquer la tendance du personnel politique, dans des circonstances particulières, à mettre en place une forme de séparation non pathologique, mais certainement singulière. Plus les bases de légitimité de ce personnel politique s’avèrent fragiles, plus fortes sont les chances que ce dernier privatise les “biens d’autorité” dans le but de les utiliser systématiquement pour satisfaire des intérêts particuliers, de façon à remplacer la légitimité par le consensus.

On peut exposer cette position de Mosca en évoquant la terminologie et l’appareil conceptuel de Easton pour rendre un hommage à la politologie la plus récente. Si le soutien “diffus” lui fait défaut, le personnel politique est obligé d’y suppléer en termes de soutien “spécifique”²⁰ : autrement dit, il

18. TG, p. 298.

19. TG, p. 295.

20. Voir EASTON D., “A Reassessment of the Concept of Political Support”, *British Journal of Political Science*, III, 5, 1975, pp. 435-477.

doit se procurer, avec les moyens dont il dispose, le consensus dont il a besoin. Mais pour pouvoir y arriver, le personnel politique tend à se spécialiser et à se refermer outre mesure sur lui-même, en bâtissant des cloisons suffisamment hautes pour se protéger de la société qui l'entoure.

Par conséquent, il est erroné d'endosser uniquement à la classe politique la responsabilité d'être une représentation partielle et fictive du "pays", représentation à laquelle "une partie de plus en plus grande de forces actives et d'éléments aptes à la direction politique demeure exclue"²¹. Il vaudrait mieux prendre en compte la structure de la société. Dans l'Italie de Mosca, il s'agit d'une société qui a tardé à faire son entrée dans la modernité, et où forcément la modernité est étroitement entremêlée à la tradition et donc apparaît désorganisée, surchargée de tensions et de conflits qui empêchent la constitution de rapports hégémoniques forts (pour citer Gramsci) comme ceux qui garantissent à la classe politique anglaise sa stabilité et son efficacité.

Dans les dernières pages de la *Théorie*, en passant en revue toutes les thérapies les plus appréciées contre les vices du régime représentatif, notre auteur confirmera ainsi l'idée que ces vices ne soient pas uniquement intrinsèques, mais aussi extrinsèques. Si donc d'un côté aucune solution institutionnelle décisive n'existe, modérée ou radicale, car le régime parlementaire est lui-même inadéquat, de l'autre, pour ce qui concerne l'Italie, Mosca – étant donné qu'une aristocratie, ou une solide tradition de self-government à l'anglaise n'y sont pas présentes²² – non seulement souhaite un profond renouvellement de la classe politique, mais prescrit surtout la consolidation du tissu social, laquelle doit passer par la formation d'une classe sociale qui puisse perdre de vue, un instant, son intérêt particulier et avoir ainsi l'ouverture d'esprit nécessaire pour adhérer à l'intérêt général de la société et agir en son nom. Cette classe, grâce à sa profonde culture intellectuelle pourrait élargir ses horizons et développer ses nombreuses facultés (prévenir, prévoir, juger d'une position sociale de façon appropriée)²³.

Dans la *Théorie* Mosca n'indique pas clairement de quelle classe il s'agit. Mais il deviendra finalement plus explicite dans les pages des *Éléments de science politique* sur lesquelles on va donc s'arrêter maintenant.

Régimes parlementaires et classe politique

Dans son premier ouvrage Mosca dénonçait, dans des termes assez clairs, l'absence en Italie, plus que d'une aristocratie ancienne et bien enracinée,

21. *TG*, p. 304.

22. *TG*, p. 316.

23. *TG*, pp. 345-346.

d'une classe de notables sur laquelle il aurait voulu fonder le renouvellement du système politique. Mosca reviendra sur les mêmes thèmes dans les *Éléments de science politique*, dont la première édition apparaît douze ans après, au moment où la crise du parlementarisme italien – dont on fait remonter le début à la “révolution parlementaire” qui avait amené en 1876 la Gauche au pouvoir – entre dans sa phase dramatique, c'est-à-dire les tentatives autoritaires du dernier lustre du XIX^e siècle. Mais entre-temps le jugement de Mosca sur la forme de gouvernement parlementaire avait profondément évolué.

Plusieurs facteurs ont amené notre auteur à peaufiner un changement déjà amorcé peu de temps après la publication de la *Théorie* avec la rédaction de *Les constitutions modernes*²⁴. Parmi ces facteurs, il faut probablement inclure son expérience prolongée en tant que fonctionnaire parlementaire ; la familiarité acquise avec le monde politique, une familiarité sans doute accrue pendant l'année (ou plus) passée à côté d'Antonio di Rudini dans le rôle de secrétaire personnel alors que ce dernier était premier ministre.

Comme il le reconnaît “une connaissance plus profonde de l'histoire et une expérience plus large de la vie nous ont appris à considérer avec plus d'indulgence”²⁵ la forme de gouvernement parlementaire.

L'expérience lui a appris, ajoute-t-il, que les vices des Assemblées et les conséquences néfastes que leur participation au pouvoir peuvent produire dans tous les régimes représentatifs, y compris les constitutionnels, seraient toujours un mal mineur face aux dégâts indéniables qui découleraient de leur destitution. En effet, dans les conditions actuelles de la société, l'abolition des assemblées représentatives serait sans doute suivie d'un régime qualifié d'absolu et que nous préférons nommer bureaucratique, car sa caractéristique principale tient à l'éloignement de la vie publique de toutes les forces politiques et de toutes les valeurs sociales. Nous ne pouvons pas considérer que cette solution serait dans l'intérêt de la société²⁶.

Le principal mérite du gouvernement représentatif tient au fait qu'il donne à plusieurs forces sociales la possibilité de participer au régime politique, tout en contrôlant l'action d'autres forces sociales, soit la bureaucratie.

Après avoir revu les limites intrinsèques du régime parlementaire – notamment sa sensibilité et sa réactivité excessives aux pressions du milieu social – et une fois acquitté ce régime de fautes apparues être sans appel douze ans auparavant, les limites extrinsèques acquièrent inévitablement

24. Voir MOSCA G., *Le costituzioni moderne. Saggio*, Amenta, Palermo, 1887.

25. *ESP*, p. 396.

26. *ESP*, pp. 260-261.

une importance toute particulière. Pourtant Mosca ne s'arrête pas longuement sur ces limites et il ne prête pas d'attention directe au régime parlementaire et à sa classe politique, et c'est peut-être aussi parce que son nouvel ouvrage nourrit des ambitions plus élevées. Néanmoins, il souligne le fait que le régime représentatif produise des "effets très différents selon la composition du corps électoral"²⁷ : il confirme ainsi, d'une façon implicite, l'idée que la fonctionnalité du régime représentatif soit une variable dépendante de la structure de la société, qui doit présenter certaines conditions préalables pour que tel régime puisse s'enraciner et prospérer.

Quelles sont ces conditions requises ? Bien que dans le chapitre V du premier volume des *Éléments de science politique*, il se prononce dans des termes très généraux, sa position par rapport à celle exprimée dans la *Théorie*, s'avère sensiblement modifiée. Un processus de démocratisation est en cours et Mosca ne peut pas l'ignorer tout simplement. Dans la *Théorie*, son référentiel était l'aristocratie anglaise et il s'était limité à souhaiter la formation d'une classe de notables riches, cultivés et surtout désintéressés. La classe à laquelle Mosca fait allusion dans les *Éléments* ressemble beaucoup plus à la classe moyenne des professions libérales.

Une société se trouve dans les meilleures conditions pour mettre en œuvre une organisation politique quasi-parfaite lorsqu'elle peut se vanter de la présence d'une classe nombreuse, dans une position économique presque indépendante par rapport à ceux qui contrôlent le pouvoir suprême. Cette classe aurait donc les richesses suffisantes lui permettant de dédier une partie de son temps à perfectionner sa culture et de la mettre au service de l'intérêt général : les membres de cette classe pourraient ainsi servir leur propre pays sans aucune autre satisfaction si non celle générée par l'amour propre... Mais si, sur le plan de la culture, de l'éducation ou du manque de ressources, cette classe n'est pas à même de remplir sa mission, le gouvernement parlementaire, ainsi que n'importe quel autre régime politique, donne ses pires fruits²⁸.

Mosca est devenu désormais très prudent dans son analyse des "pires fruits". Il souligne "la prédominance excessive et exclusive des éléments électifs, une prédominance qui se produit souvent dans des nombreux gouvernements représentatifs et notamment quand ils dégèrent dans le Parlementarisme", lequel est essentiellement identifié avec la soumission des pouvoirs publics aux intérêts électoraux de la classe politique. Et Mosca souligne encore qu'une des causes les plus importantes de la dégénération du Parlementarisme est la grande quantité d'emplois et de travaux publics et autres faveurs de nature économique que les gouvernants peuvent distribuer

27. *ESP*, p. 144.

28. *ESP*, p. 132.

aux individus et aux groupes. Par conséquent, les inconvénients de ce régime s'avèrent être plus importants là où la quantité de richesses touchées et réparties par le gouvernement et par les corps électifs locaux est relativement plus grande, et aussi là où l'acquisition d'une position économique indépendante passe obligatoirement par l'administration publique²⁹.

Néanmoins le souci de clarté de Mosca attendra l'écriture du deuxième volume des *Éléments*, ajouté à l'édition de 1923. Dans ce volume sa position sur le régime parlementaire se libère des réserves précédentes. Après l'effondrement de l'État libéral et après l'arrivée au pouvoir des hommes responsables de la destruction du régime représentatif (Mussolini est chef du gouvernement depuis le 21 octobre 1922 et la préface à la nouvelle édition date du mois de décembre de la même année), Mosca tient absolument à proclamer "la grande supériorité des régimes représentatifs", c'est-à-dire d'une forme d'État très forte qui a pu canaliser dans des objectifs d'intérêts collectifs un ensemble énorme d'énergies, individuelles et collectives, sans pour autant les écraser ou les supprimer³⁰.

Il est particulièrement intéressant de souligner que, pour Mosca, les défauts éventuels des régimes représentatifs ne lui apparaissent plus intrinsèques et que leurs causes sont maintenant à rechercher tout d'abord dans le contexte dans lequel la classe politique de ces régimes doit œuvrer. Dans le cas italien, le contexte d'après-guerre est caractérisé par la faiblesse de la classe moyenne. En effet, la stabilité de l'organisation politique a été minée, de même que l'équilibre entre les classes sociales a été troublé par l'appauvrissement de la classe moyenne, cette partie de la bourgeoisie qui vivait (et qui vit toujours) des fruits des petites économies, de propriétés immobilières médiocres et, surtout, des fruits de son propre travail intellectuel. La formation de cette classe a été un des facteurs qui ont créé les conditions nécessaires pour le bon fonctionnement du régime représentatif. Il est donc tout à fait naturel que sa décadence économique – et, intellectuelle et morale, si elle perdure – rendra très difficile la survie du régime en question³¹.

Un conservateur incorrigible³²

Le premier Mosca appartient à la filière fertile de la littérature antiparlementaire née après l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Il se positionne dans le sillage de plusieurs autres auteurs (Turiello, Minghetti, Palma, Arcoleo,

29. *ESP*, p. 131.

30. *ESP*, p. 485.

31. *ESP*, p. 493.

32. Pour cette définition de Mosca, voir BOBBIO N., *Saggi*, p. 210.

etc.³³), même si sa contribution s'avère très originale, car il tente de se soustraire à la polémique politique facile et de formuler une proposition théorique concernant le régime parlementaire. Quand la crise empire, Mosca abandonnera les tons polémiques des ses débuts. Il se convertira même à la défense du régime parlementaire dont il a découvert certaines vertus, après en avoir critiqué les vices intrinsèques. Il demeurera fidèle à cette défense, malgré une certaine hésitation initiale, surtout quand la crise du régime parlementaire deviendra définitive, en laissant la place à la dictature.

Toutes les différentes positions politiques de Mosca sont reliées par sa théorie de la classe politique, laquelle, avec l'analyse du régime parlementaire", a pris une courbure particulière, ou mieux, est devenue quelque chose d'autre. En attribuant à ce régime des défauts qui lui apparaissent au fur et à mesure moins graves – le plus grave demeurera toujours la qualité médiocre de son personnel politique – Mosca, invite à se pencher sur l'analyse du contexte social et culturel dans lequel le régime parlementaire s'insère. Les vices, qu'il considère, dans une première phase, comme intrinsèques pour la plupart, et donc incontournables, vont se transformer en vices extrinsèques. Ils découlent des caractéristiques du contexte social et sont donc transitoires et surmontables, dans un contexte qui se modifie pour une raison quelconque, y compris par l'action de l'homme et de la science.

Les caractéristiques du contexte deviennent donc sur le long terme la variable indépendante, permettant d'expliquer les causes et les modalités de la transformation d'une classe politique d'origine élective en classe politique au sens fort du terme. Mosca pense à une minorité liée par le même style politique, par les mêmes comportements et dont les membres partagent la même inclinaison "à satisfaire leurs intérêts particuliers", au détriment de l'intérêt général de la collectivité. La nature même des régimes représentatifs empêche la formation d'une classe politique dans le sens d'une minorité soudée et compacte.

Certes, partout et dans chaque société, on enregistre la présence d'une classe politique. Mais son degré d'ouverture ou de fermeture à l'égard de son milieu, de même que l'homogénéité de ses comportements, peuvent être considérés comme des variables indépendantes. La profonde et très pernicieuse fracture entre "pays réel" et "pays légal", pour utiliser une expression très à la mode à l'époque de Mosca, et déjà connue en France depuis longtemps, ne se produirait pas dans tous les régimes représentatifs. Cette fracture implique la transformation du personnel électif en un groupe social à part, en concurrence avec les autres et dont l'"impulsion commune" est la préoccupation de ses membres de voir leur mandat renouvelé. Ces membres

33. Sur la littérature antiparlementaire en Italie voir CUOMO E., *Critica e crisi del parlamentarismo (1870-1900)*, Giappichelli, Torino, 1996.

sont pleinement accoutumés au marchandage des voix, des emplois et des finances publiques, selon les termes dramatiques utilisés dans la *Théorie* et confirmés dans les ouvrages successifs, même si Mosca utilise des tons plus sobres. Mais cette fracture et cette transformation se produisent seulement dans certaines circonstances particulières, auxquelles Mosca se limite à faire allusion, sans jamais les définir. Pourtant, même s'il ne fait pas d'efforts particuliers pour approfondir cette question, les allusions reviennent souvent dans ses travaux et elles sont également présentes dans un texte dédié aux causes et aux remèdes de la crise du régime parlementaire – et apparu en français, en anglais et en allemand en 1928³⁴ – et considéré comme son vrai testament. On retrouve des traces de ces allusions même dans une note ajoutée à la troisième édition des *Éléments de science politique* – édition publiée en 1939 – et dans laquelle, presque à la veille de sa mort, il ressent le besoin de confirmer l'idée que le régime représentatif est viable uniquement dans les sociétés qui associent une culture intellectuelle solide et une nouvelle moralité dans les rapports entre les citoyens et l'État à la prospérité économique. Or, cette culture et cette moralité doivent être des qualités propres de la classe moyenne, laquelle dans tous les pays est nécessaire au bon fonctionnement de l'appareil étatique³⁵.

À quoi servent-elles la prospérité économique, la culture intellectuelle et une classe moyenne ? D'une part, elles structureraient la société et simplifieraient le système des intérêts, en réduisant les dimensions et la gamme des demandes adressées au système politique. D'autre part, elles renforceraient la position de la classe politique de façon à que celle-ci n'ait pas recours aux armes du clientélisme et de la politique corrompue pour se procurer le consensus.

Si l'Italie d'après 1861 ne remplissait pas les critères nécessaires au bon fonctionnement d'un régime représentatif, pour Mosca elle constituait en revanche un excellent matériel empirique pour la construction de son modèle de classe politique. Il s'agissait d'un modèle adapté à un pays qui, dans la dernière partie du XIX^e siècle, était en train de se familiariser avec le parlementarisme libéral. et qui préparait son décollage industriel. Mais l'Italie était aussi un pays dépourvu et d'une classe d'entrepreneurs comparable à la britannique et d'une tradition administrative comparable à la française ou à l'allemande. Or, pour Mosca la charge de la modernisation du pays avait été confiée à la classe politique élective, en provoquant ainsi des conséquences

34. Ce texte fut publié en français dans un volume collectif. Voir : LASKI H. J., BORGEAUDE C. H., LARNANDE F., MOSCA G., BOUN M. J., *L'évolution actuelle du régime représentatif. Cinq réponses à une enquête de l'Union interparlementaire*, Payot, Lausanne-Genève, 1928. Le texte italien fut publié la première fois dans : MOSCA G., *Partiti e sindacati nella crisi del regime parlamentare*, Laterza, Bari, 1949, donc après la chute du fascisme.

35. Voir MOSCA G., *Elementi di scienza politica*, 3a ed., Laterza, Bari, 1939, vol. II, p. 242.

considérables³⁶. Tout d'abord, la classe politique italienne ne disposait pas de bases sociales solides et elle était à la merci d'autres sujets extérieurs qui la influençaient et la manipulaient. À cette manipulation la classe politique réagissait à son tour de deux façons différentes. D'un côté, elle se refermait sur elle-même ; de l'autre elle dédiait toutes ses énergies et toutes les ressources disponibles à la tentative – une vraie fatigue de Sisyphe – de conditionner ses propres contrôleurs. La classe politique italienne n'avait pas d'autres alternatives fonctionnelles à la carence d'une légitimité large et solide qui aurait permis au système politique de s'affranchir de la sphère des intérêts et des pouvoirs forts et d'acquiescer plus d'efficacité³⁷.

Une fois le diagnostic prononcé, il restait la thérapie à trouver, une thérapie forcément de nature conservatrice chez Mosca. D'une part, ce dernier avait bien perçu les inconvénients d'une société fragmentée et centrifuge et mentionnait que, l'absence de rapports économiques solides axés sur une classe moyenne, délivrait le régime représentatif de l'emprise d'une minorité de manipulateurs. D'autre part, même après avoir franchi le tournant entre le XIX^e et le XX^e siècle, Mosca n'arriva pas à se rendre compte (à la différence de Weber, par exemple) que l'alternative principale (hormis celle de nature autoritaire) était représentée par les partis de masse. Ces derniers auraient permis la survie des régimes représentatifs grâce à leur potentiel d'intégration. Néanmoins, un renouvellement des régimes représentatifs s'imposait, surtout pour pouvoir rencontrer un des phénomènes qui enquêtaient le plus Mosca, c'est-à-dire les prétentions excessives des minorités organisées, lesquelles peuvent s'imposer au public à travers le contrôle de certaines fonctions plus ou moins indispensables³⁸.

Certes, les partis de masse ne représentaient pas la solution définitive à tous les maux du régime parlementaire et ils n'étaient pas exempts des limites et des défauts dont les ouvrages de Ostrogorski et de Michels – bien connus par Mosca – avaient déjà rédigé l'inventaire. Les partis n'étaient pas non plus une garantie de la qualité du personnel politique. Ils auraient plutôt constitué de nouveaux "corps intermédiaires", capables de simplifier la lutte politique et de réduire la dispersion des intérêts et la fragmentation de l'élec-

36. Sur la classe politica de 1861 à 1918 voir FARNETI P., *Sistema politico e società civile*, Saggi di teoria e ricerca politica, Giappichelli, Torino, 1971, mais aussi MASTROPAOLO A., *Sviluppo politico e parlamento nell'Italia liberale : un'analisi a partire dai meccanismi della rappresentanza*, in "Passato e presente", 12, 1987, pp. 29-91.

37. Voir FARNETI P., *op. cit.*

38. Voir MOSCA G., *Partiti e sindacati*, p. 110. Selon Mosca le pluralisme représentatif une menace très grave pour la souveraineté de l'Etat. Voir aussi les articles sur les syndicats parus dans "Il Corriere della Sera" (maintenant in Id., *Il tramonto dello Stato liberale*, a cura di A. Lombardo, Bonanno, Catania, 1971).

39. En effet, dans l'Italie républicaine les partis ne réussirent pas à résoudre le problème de Mosca et une fois de plus les élus et les politiciens en général formeront un groupe social différencié : voir MASTROPAOLO A., *Il ceto politico*, NIS, Roma, 1993.

torat, en fournissant ainsi le consensus dont les dirigeants politiques avaient besoin³⁹.

Ses œillères conservatrices empêchaient Mosca de s'affranchir d'une conception exclusivement étatique de type autoritaire, et de donner du crédit au mouvement socialiste et aux forces sociales qu'il essayait d'organiser. Mosca demeure hostile aux partis, à l'idée d'une société politique structurée et donc à une démocratie de masse ; il reste en revanche fidèle à son préjugé antidémocratique de toujours, en persévérant à considérer le suffrage universel comme un vrai malheur. Depuis longtemps, d'autres conservateurs avaient reconnu dans le suffrage universel un instrument précieux de mobilisation de certains secteurs des classes populaires (les paysans notamment) contre ceux qui s'étaient laissés séduire par l'idéologie socialiste. De plus, de nombreux libéraux étaient convaincus de l'opportunité d'utiliser l'universalisation du suffrage pour procurer le consensus de ces mêmes classes sociales aux institutions et à l'économie capitaliste (c'est le sens de l'élargissement du suffrage voulu par Giolitti en 1912). Au moment de cette réforme électorale décisive, Mosca proclamera son désaccord dans un discours prononcé à la Chambre des Députés⁴⁰.

Mosca n'était pas allé au-delà de l'idée d'une démocratie pensée uniquement "comme la disparition de tout avantage dû à la naissance dans la lutte pour la prédominance sociale"⁴¹, tout en nourrissant quelque regret pour le principe aristocratique, qui favorisait la sédimentation des classes dirigeantes libérées de motivations d'ordre économique. Jusqu'à la fin de son itinéraire intellectuel et humain (l'itinéraire politique était révolu depuis longtemps), Mosca insiste sur la nécessité que des hommes honnêtes, désintéressés, rigoureux, avec une culture solide, puissent arriver au Parlement et au gouvernement. Ces hommes devaient être l'expression des meilleures énergies morales et intellectuelles du pays, des hommes intéressés exclusivement au bien commun et à l'intérêt général. Ennemi convaincu du critère du nombre, il continua donc à voir dans la limitation du suffrage la seule issue politique des défauts – intrinsèques et extrinsèques – du régime représentatif.

Or la théorie politique de Gaetano Mosca, même si elle s'était montrée capable d'évoluer et de se renouveler, s'avère être touchée par la limite la plus profonde du libéralisme italien. Si ce dernier avait le mérite fondamental d'avoir intégré l'Italie de l'après-*Risorgimento*, son adhésion obstinée et myope d'une vision élitaires accompagnée de préjugés hostiles au régime parlementaire, l'empêcha de se consolider, et ne permit pas à la classe

40. Mosca fut un des deux seuls députés qui s'opposèrent au projet de réforme électorale présenté par Giolitti en 1912, le quel introduisit le suffrage universel.

41. Voir MOSCA G., *op. cit.*, p. 20.

moyenne de mûrir politiquement. Le libéralisme n'arrivera pas à organiser cette classe sociale et il ne l'amènera pas à se confronter aux autres groupes sociaux dans une compétition électorale.

Voilà les raisons pour lesquelles le libéralisme italien, après avoir été renversé par le fascisme, demeurera exclu de l'histoire récente de ce pays, même après la restauration du régime parlementaire. Cette exclusion du libéralisme italien s'explique certainement par la médiocrité des élites bourgeoises qui constituaient son *background*. Cette accusation ne concerne ni ses adversaires et, encore moins le libéralisme lui-même, puisque ce dernier a survécu pendant plus d'un demi-siècle.

L'actualité d'un modèle

La pensée de Gaetano Mosca (et notamment sa théorie générale) n'est sans doute plus d'actualité. En revanche son antiparlementarisme bien que présenté sous formes très différentes, n'a guère perdu de son actualité. L'antiparlementarisme de Mosca était profondément imprégné d'un mépris antidémocratique et élitaire à l'égard des masses incultivées. L'antiparlementarisme contemporain – non moins vigoureux que celui de Mosca – se prétend bien au contraire démocratique : l'accusation portée aujourd'hui au parlement et aux partis est de déformer et de polluer la volonté du peuple souverain. Cependant il est vraisemblable qu'entre les deux versions de l'antiparlementarisme il y ait un rapport beaucoup plus significatif que simplement nominal.

Le soupçon que l'antiparlementarisme contemporain réussisse à cacher ce que l'antiparlementarisme de Mosca déclarait à haute voix n'est pas sans fondement. Le premier serait aussi antidémocratique que le second, mais il le serait de façon plus subtile et hypocrite. L'antiparlementarisme de Mosca niait le droit de vote au peuple que ses adversaires politiques définissaient souverain. Les antiparlementaires d'aujourd'hui poursuivent le même objectif, mais le font en déclarant vouloir confier l'intégralité du pouvoir au peuple souverain, tout en souhaitant transformer les élections en acclamation d'un *leader*, devenant le seul interprète légitime de la volonté populaire.

Néanmoins une question demeure en suspens : le modèle retracé à partir des ouvrages de Mosca (au risque quelque fois d'une interprétation forcée) est-il encore actuel pour une étude de la classe politique ?

Le premier modèle de la classe politique de Gaetano Mosca repérait une fracture fondamentale dans chaque société, due à une répartition inégale du pouvoir, mais cette interprétation a été largement démentie par la répartition beaucoup plus complexe du pouvoir politique dans les sociétés modernes.

Le deuxième modèle dessiné par Mosca aborde une question différente. La classe politique dans les régimes libéraux (différemment des régimes autoritaires et aristocratiques) est, ou devait être, une classe politique ouverte, recrutée et renouvelée périodiquement à travers les élections. Pourtant il ne s'agirait pas d'un groupe clairement identifiable au niveau de la stratification sociale, mais plutôt d'une catégorie parmi les nombreuses autres, définies par la division du travail (ou encore d'une forme professionnelle particulièrement intense de participation politique⁴²). Le problème abordé par le deuxième modèle est celui de la fermeture (ou ouverture) plus ou moins forte de cette catégorie. Les comportements de cette dernière dans le cas italien apparaissent tellement particuliers et sa fermeture si voyante, bien au-delà de la propension naturelle de toute classe politique à garder le pouvoir, qu'ils méritent une explication *ad hoc*⁴³.

Ce deuxième modèle, comme nous l'avions souligné, était coupé et cousu sur mesure pour l'Italie. Ce n'est pas donc un hasard si, au dehors de l'Italie, l'expression "classe politique" a été remplacée par d'autres expressions telles que *leadership*, ou aussi plus récemment, *decision* ou *policy-makers* : il s'agit là d'expressions qui n'évoquent ni des liens horizontaux ni une forme quelconque de séparation du reste de la société. Le concept de classe politique aurait pu être appliqué efficacement à la France de la Troisième République, la situation décrite, si brillamment et sur un ton polémique, dans les pages de Robert de Jouvenel et de André Tardieu n'est pas très différente de celle qui avait inspiré Mosca⁴⁴.

Le débat entre pluralistes et élitistes dans l'après-guerre – débat parfois intense et alimenté par quelques enquêtes empiriques – n'a pas donné une nouvelle jeunesse à l'expression "classe politique" et encore moins à l'élaboration théorique de Mosca, tout en lui ayant réservé une place de premier rang dans la galerie des ancêtres de la science politique. D'autre part, c'est seulement dans l'Italie républicaine qu'on a pu observer un personnel politique stable, de longue durée, fermé et capable de coupler l'évolution bureaucratique décrite par Michels avec la recherche obsessionnelle du consensus dans une optique clientéliste qui avait provoqué l'indignation de Mosca.

La reconnaissance obtenue par l'expression "classe politique" en France et en Allemagne depuis le début des années 90, provoque beaucoup de stupeur. Cette expression est aujourd'hui associée à l'image – de plus en plus

42. Voir PIZZORNO A., Introduzione allo studio della partecipazione politica, maintenant in Id., *Le radici della politica assoluta*, Feltrinelli, Milano, 1993.

43. Voir MASTROPAOLO A., *Il ceto politico*, op. cit., 1993.

44. Voir, par exemple, DE JOUVENEL R., *La république des camarades*, Paris, Grasset, 1914, et TARDIEU A., *La profession parlementaire*, Flammarion, Paris, 1937.

exploitée dans un but polémique – de la séparation entre la classe des dirigeants politiques et la société⁴⁵.

La première hypothèse possible dans notre ère de médiatisation de la politique est celle qu'une telle redécouverte terminologique fasse partie d'un projet politique plus ou moins conscient. La représentation des politiciens en termes de classes politique pourrait être une nouvelle manifestation de la culture de l'antipolitique, le produit d'une habile manipulation symbolique, voulue par des entrepreneurs politiques anti-*establishment*, ou, tout simplement, antidémocratiques. Ces derniers, avec la contribution de certains *opinion-makers* sans scrupules et de certains universitaires en quête de notoriété, exploiteraient le malaise typique des sociétés occidentales contemporaines pour attiser un climat général de méfiance à l'égard de la politique et, encore plus, des hommes politiques⁴⁶. Mais cette hypothèse est-elle plus plausible qu'une autre hypothèse selon laquelle, les attitudes et les comportements des hommes politiques auraient changé d'une façon telle que leurs rapports réciproques et les rapports entre la politique et la société en résulteraient profondément modifiés ?

L'image des démocraties occidentales, il y a encore quelques années, était le plus souvent marquée par l'absence – ou mieux encore par l'organisation – du conflit. Or, une fois le conflit de classe institutionnalisé, une fois les vieilles oppositions idéologiques refoulées, une fois les anciens clivages religieux effacés, l'hypothèse prédominante devenait celle de l'homogénéité et de l'intégration. Les sociétés développées étaient représentées comme des sociétés socialement et culturellement pacifiées et seulement "mouvementées" politiquement par l'alternance au gouvernement de forces politiques convergentes. Elles étaient des sociétés contrôlées par des institutions gouvernementales solides, crédibles et profondément démocratiques. Pourtant les déviations n'étaient pas exclues de ce modèle. Mais surtout dans le sens commun, il s'agissait de pathologies provisoires et vouées à la disparition.

45. Voir VON BEYME K., *Die politische Klasse im Parteienstaat*, Suhrkamp, Frankfurt a. M., 1993. Mais voir aussi pour la France : PELLISSIER P., *Tous nuls : portrait craché de la classe politique*, Paris, Denoël, 1990 et, BAZIN F., MACE-SCARON J., *Les politocrates : vie, mœurs et coutumes de la classe politique*, Seuil, Paris, 1993, et encore, pour l'Allemagne : KLINGEMANN H.-K., STOSS R., WESSELS B., (Hrsg.), *Politische Klasse und politische Institutionen : Probleme und Perspektiven der Elitenforschung : Dietrich Herzog zum 60. Geburtstag*, Westdeutscher Verlag, Opladen. 1991, REBENSTORF B., *Die politische Klasse : zur Entwicklung und Reproduktion einer Funktionselite*, Campus, Frankfurt, 1995, GOLDSCH L., *Die politische Klasse im Parlament : politische Professionalisierung von Hinterbänkclern im Deutschen Bundestag*, Baden-Baden, Nomos, 1998, BORCHERT J., (Hrsg.), *Politik als Beruf : die politische Klasse in den westlichen Demokratien*, Leske und Budrich, Wiesbaden, 1999.

46. Voir les très brillants arguments de Duhamel : DUHAMEL A., *La politique imaginaire. Les mythes politiques français*, Seuil, Paris, 1995.

L'histoire nous montre qu'un processus plutôt différent est en cours, ou, en tout cas, que la situation a rapidement et profondément évolué. Après les grands conflits, une myriade de conflits mineurs, corporatifs pour la plupart – et non moins dangereux pour autant – a remplacé la cohésion politique des vieilles classes sociales, notamment de la classe ouvrière dont la cohésion était assurée par les partis ouvriers.

Si on reprend le thème eastonien du soutien généralisé et du soutien spécifique, on constate le déclin évident du premier, les systèmes politiques occidentaux sont donc obligés de s'appuyer sur le deuxième. Cependant, il faut aussi reconnaître que ces systèmes ont réagi en se blindant par rapport à la base et en prenant leurs distances des citoyens et de la sphère des intérêts particuliers. Une valorisation de l'exécutif au détriment du Parlement et des partis en a été la conséquence nécessaire. En réalité cette forme d'autodéfense n'a pas atteint son objectif.

L'immunisation des institutions gouvernementales de la société, quoique fertile en termes de stabilité et d'efficacité, a produit des nombreux effets collatéraux, parmi lesquels se détache l'évolution surprenante du *leadership* politique en "classe politique". Ce *leadership* politique se divise en deux couches. D'un côté, on a un cercle extérieur qui inclut tous ceux qui jouent un rôle représentatif (dans le sens théâtral de l'expression et donc de plus en plus marginaux) et qui sont périodiquement soumis à l'examen des électeurs ; de l'autre côté, on retrouve un cercle interne comprenant tous ceux qui ont accès aux plus hautes responsabilités de gouvernement. Les grandes démocraties occidentales semblent donc avoir été récemment contaminées par un phénomène connu par les Italiens depuis toujours. D'une part, le cercle interne est relativement protégé, par le pouvoir qu'il détient et par sa visibilité, du déficit de légitimité qui touche les démocraties. D'autre part, le deuxième niveau du *leadership* politique souffre profondément de ce déficit, mais pour compenser sa propre marginalité, n'hésite pas à s'attribuer des protections et des privilèges considérables (notamment par le financement public des partis). De plus, il se présente aux yeux du public comme une vraie caste séparée, en se rapprochant sous plusieurs aspects à la classe politique décrite par Mosca⁴⁷.

Exactement comme cette dernière, le second cercle du personnel politique inclut les parlementaires, les dirigeantes des partis politiques, les élus locaux (sans aucune discrimination liée à leur affiliation politique). Mais, étant donné que le soutien d'organisations partisans solides lui fait défaut, il se consacre à une activité de médiation – capillaire, affairiste et clientéliste

47. Voir KATZ R.S., MAIR P., "Changing Models of Party Organization and Party Democracy : The Emergence of the Cartel Party", *Party Politics*, 1, I, 1995, pp. 5-28 et MAIR P., *Party Organization : From Civil Society to the State*, in KATZ R.S., MAIR P., (eds.), *How Parties Organize*, Sage, London, 1994 : les deux textes dénoncent les privilèges que les partis, qui contrôlent l'Etat, prétendent obtenir de lui.

– entre le cercle interne des politiciens, des bureaucraties publiques, des groupes d'intérêts, des collectivités locales et même d'électeurs particuliers. Le but de cette médiation est l'acquisition du soutien spécifique dont les régimes démocratiques ont réellement besoin, puisque que le soutien généralisé leur fait défaut.

De leur côté, les citoyens, incapables de se donner une forme d'organisation structurée, et qui ne sont à même de faire prévaloir leurs propres revendications, trouvent un succédané précieux par l'usage de liens horizontaux, à la base de la cohésion sociale, dans cette forme renouvelée de clientélisme et dans les réseaux des liens personnels créés par son biais. Cet usage des liens sociaux est explicable à partir de plusieurs facteurs : la nouvelle agressivité du marché, la "bureaucratisation" de l'État social (qui en théorie aurait dû équilibrer la destruction des liens sociaux, produite par le marché⁴⁸), la réduction de la démocratie à un marché et encore la dissolution des liens associatifs autrefois cultivés par les partis politiques. Ces derniers, après avoir renoncé à leurs capacités d'intégration, à leurs principes, aux idéologies, aux programmes, se sont réduits à des vulgaires entreprises électorales, vouées exclusivement à l'accaparement du consensus⁴⁹.

Le scénario postmoderne, marqué par la crise des principes organisateurs de la société industrielle (État, nation, classe sociale, idéologie, travail, etc....) et par la dissolution des identités collectives créées autour de ces principes, n'est pas comparable avec les tensions et le déracinement provoqué par le processus de modernisation dans un pays arriéré tel que l'Italie de Mosca. Cependant quelques similitudes existent. Les alternatives politiques et institutionnelles qui se profilent aujourd'hui à l'horizon (technocratie électorale et néo-populisme⁵⁰) ne sont pas dépourvues d'éléments communs avec celles disponibles à l'ère de Mosca pour soigner les maux du régime représentatif (État fort et bonapartisme).

Le théoricien hargneux d'une Italie qui tardait à se moderniser aurait-il encore quelque chose à apprendre aux démocraties postmodernes ? Les grandissantes asymétries économiques et politiques caractérisant ces démocraties, la fragilité manifeste des institutions publiques qui se voudraient très solides et qui sont, en tout cas, très éloignées des citoyens, l'incertitude de ces derniers et le discrédit chronique des gouvernants au pouvoir, mais aussi la persistance de pratiques clientélistes et patrimoniales et la diffusion de la corruption suggèrent à tout le moins de se poser la question.

48. Voir HABERMAS J., "The New Obscurity : The Crisis of the Welfare State and the Exhaustion of Utopian Energies", in HABERMAS J., *The New Conservatism : Cultural Criticism and the Historians' Debate*, Polity Press, Cambridge, 1989.

49. Sur la persistance du clientélisme dans les sociétés développées voir : RONIGER L., "Civil Society, Patronage and Democracy", *International Journal of Comparative Sociology*, 1-2, XXXV, 1994, pp. 19-36.

50. Voir : MENY Y., SUREL Y., *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Seuil, Paris, 2000.